

# Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor  
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 6 au 12  
décembre 2019

## Région

Annonces du sommet du Mercosur qui s'est tenu les 4 et 5 décembre

### Argentine

Alberto Fernandez a pris ses fonctions le 10/12 : ses premières annonces économiques

Annonces du nouveau chef du cabinet des ministres, Santiago Cafiero

Premières orientations du nouveau ministre de l'économie, Martín Guzman

Annonces du nouveau ministre du développement productif, Matías Kulfas

Nouveautés prévues par le ministère du développement social

Inflation : 4,3% en g.m. en novembre ; 52,1% en g.a.

Utilisation des capacités industrielles : 62,1% en octobre (le plus haut niveau depuis un an) ; un bilan contrasté selon les secteurs

Réactions boursières aux annonces de la nouvelle administration : -4,8% pour le Merval, les actions argentines en baisse à Wall Street

### Chili

La Chambre des députés valide le projet d'augmentation du salaire minimum à 300 000 CLP et une prime exceptionnelle de « soutien familial » (50 000 CLP)

Consensus de marché : données de décembre

Inflation : 0,1% en g.m. en novembre, 2,7% en g.a.

Contraction du commerce extérieur en novembre ; la balance commerciale demeure excédentaire

Aide aux PME victimes de la crise : en moyenne 1,9 MCLP (2222 EUR) par entreprise

### Paraguay

Le déficit budgétaire pourrait atteindre 2,6% à 2,7% du PIB en 2019

La Banque centrale prévoit 0,2% de croissance du PIB en 2019 et 4,1% en 2020

Le commerce extérieur demeure excédentaire sur janvier-novembre, malgré la contraction des échanges

### Uruguay

Rencontre entre les nouvelles autorités et l'entreprise de cellulose UPM

Prix de la viande, climat, taux de change : le secteur de l'élevage pessimiste

# Région

## Annonces du sommet du Mercosur qui s'est tenu les 4 et 5 décembre

Un sommet du Mercosur s'est tenu les 4 et 5 décembre à Bento Gonçalves au Brésil, réunissant les présidents brésilien, Jair Bolsonaro, paraguayen, Mario Abdo Benitez, le président argentin sortant Mauricio Macri, et la vice-présidente uruguayenne, Lucia Topolansky. Ont notamment été annoncés à l'issue du sommet :

- un accord sur la facilitation du commerce, qui élimine des taxes encore en vigueur au sein du Mercosur ;
- un accord de reconnaissance mutuelle d'opérateurs économiques autorisés, qui facilitera les échanges entre les entreprises des États membres ;
- un accord de protection mutuelle des indications géographiques originaires des États membres, calqué sur ce qui a été négocié avec l'UE ;
- un accord de reconnaissance mutuelle de certificats et signatures numériques ;
- un accord sur les localités frontalières, qui donnera accès aux services publics et au marché du travail dans le pays membre frontalier ;
- un accord de coopération policière applicable dans les zones frontalières ;
- un accord politique entre le Brésil et le Paraguay sur l'industrie automobile, qui prévoit une réduction graduelle des barrières douanières jusqu'au libre-échange total en 2022.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a par ailleurs affirmé sa volonté de réduire le tarif douanier extérieur commun (AEC, s'élevant actuellement à 35%), mais les pays membres ne sont pas parvenus à un accord à ce propos.

# Argentine

### Taux de change officiels



### Taux de change parallèles



### Risque pays EMBI+



## **Alberto Fernandez a pris ses fonctions le 10/12 : ses premières annonces économiques**

Lors de son discours d'investiture, le nouveau président, Alberto Fernandez, a affirmé avoir hérité d'un pays en « défaut virtuel » et souhaiter sortir d'une spirale de « davantage d'austérité, davantage de récession et davantage de dette » tout en luttant contre la pauvreté.

Il a notamment annoncé la mise en place « d'accords fondamentaux de solidarité dans l'urgence ». Le nouveau président a affirmé que ce sont les secteurs les plus favorisés qui devraient faire le plus d'efforts pour financer les politiques sociales.

Les salaires et retraites les plus basses seront augmentées, puis les prix et tarifs publics seront gelés pour 180 jours. Les détails seront négociés dans le cadre d'un « pacte social » impliquant les syndicats et le patronat. Un Conseil économique et social devrait être créé à cette fin.

Alberto Fernandez a affirmé vouloir donner la priorité aux secteurs « qui produisent et travaillent » et « mettre fin pour toujours à la spéculation financière ».

## **Annonces du nouveau chef du cabinet des ministres, Santiago Cafiero**

Le 11 décembre, le nouveau Chef du cabinet des ministres (peu ou prou l'équivalent argentin du premier ministre), Santiago Cafiero, a fait plusieurs annonces économiques : il a affirmé que les autorités n'envisageaient pas de lever le contrôle des changes dans un futur proche, ni de formaliser un dédoublement du taux de change (les multiples taux existants le sont, à ce jour, à titre informel). La priorité actuelle annoncée en termes de politique cambiale est celle de la reconstitution de réserves de devises dans le bilan de la Banque centrale.

Santiago Cafiero a également affirmé que la nouvelle administration viserait en priorité à porter assistance aux secteurs les plus atteints par la crise.

## **Premières orientations du nouveau ministre de l'économie, Martin Guzman**

Le 11 décembre, Martin Guzman a dévoilé les grandes lignes de son programme économique.

Les objectifs affichés sont d'arrêter la récession, et de poser les bases d'un projet soutenable et inclusif socialement. Il a affirmé avoir hérité d'une situation de « défaut virtuel » et souhaite « une bonne relation avec les créanciers privés pour qu'ils puissent être payés ».

En termes de politique budgétaire, Martin Guzman souhaite donc en priorité « régler le problème de la dette » en parvenant à un accord avec les créanciers, afin d'éviter une politique budgétaire restrictive dans l'immédiat. A plus long terme « converger » vers un surplus budgétaire primaire. Cet objectif a pour horizon l'après-2020, afin d'éviter d'aggraver la récession actuelle. Cela dit, il considère qu'il n'y a pas de ressources fiscales pour mettre en place une politique budgétaire de relance non plus dans l'immédiat.

D'un point de vue structurel, le nouveau ministre table sur une hausse des exports et affirme qu'il n'y aura pas de financement monétaire massif. Le contrôle des changes est maintenu en l'état jusqu'à nouvel ordre.

Martin Guzman s'était réuni avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, deux semaines avant d'avoir été nommé ministre. Le 12 décembre, le porte-parole du Fonds, Gerry Rice, a affirmé que le programme du FMI était en suspens, qu'il pourrait « s'adapter ou changer », en fonction des « plans et objectifs » de la nouvelle administration.

## **Annonces du nouveau ministre du développement productif, Matías Kulfas**

Le nouveau ministre a promis un paquet de mesures de soutien financier à destination des PME. Il a affirmé la nécessité de sortir de la logique d'austérité, et de « revenir à des taux d'intérêt raisonnables ». Matías Kulfas a insisté sur la nécessité de financer les secteurs exportateurs, dans le cadre d'une stratégie visant à favoriser l'entrée de devises « authentiques » (par opposition aux placements financiers), en améliorant la position de l'Argentine dans les chaînes globales de valeur.

Par ailleurs, Matías Kulfas, dont le portefeuille couvre notamment l'industrie, l'énergie, les PME, le commerce et les mines, recevra les représentants du secteur de la grande distribution afin de renégocier le dispositif des *precios cuidados* (biens de consommation de base à prix subventionnés), qui arrive à échéance le 6 janvier, et l'exemption de TVA sur les biens de première nécessité, qui expire fin décembre.

## **Nouveautés prévues par le ministère du développement social**

Dans le cadre du plan de lutte contre la faim promis par Alberto Fernandez, le nouveau ministre, Daniel Arroyo, travaille avec la principale banque publique du pays, Banco Nacion, pour mettre rapidement en place une carte sociale, qui permettra d'acheter des produits de première nécessité à prix subventionné et exempté de TVA. Daniel Arroyo avait préparé un tel plan lorsqu'il était ministre de la province de Buenos Aires (jusqu'en 2013), mais il n'avait finalement jamais été mis en place.

Par ailleurs, la liste des produits de première nécessité sera revue, en collaboration avec des nutritionnistes, afin d'améliorer la santé des enfants.

Un nouveau dispositif de microcrédits est également prévu, en dehors du système bancaire, afin de pouvoir toucher la population non-bancarisée.

## **Inflation : 4,3% en g.m. en novembre ; 52,1% en g.a.**

L'IPC a augmenté de 4,3% en g.m. en novembre (contre 4,1% prévus par le consensus de marché). Les prix à la consommation ont notamment été marqués par la hausse de tarifs régulés : le coût des communications a augmenté de 7,4% (les prix de la téléphonie mobile et des accès internet ayant été dégelés fin octobre), les prix de la santé de 6,3% (les mutuelles, *prepagas*, ayant été autorisées à augmenter leurs tarifs), les boissons alcoolisées et tabac de 5,6% ; les transports de 4,6%. Par ailleurs, l'alimentation a vu ses prix croître de 5,3%, les biens et services divers de 4,9%, et l'éducation de 4,4%, de même que les vêtements et chaussures (4,4% également).

En glissement annuel, les prix ont augmenté de 52,1%, notamment la santé (+71,6%), les communications (+61%) et les biens d'équipement des ménages (+58,2%).

## **Utilisation des capacités industrielles : 62,1% en octobre (le plus haut niveau depuis un an) ; un bilan contrasté selon les secteurs**

Après avoir plongé à 57,7% en septembre, l'utilisation des capacités industrielles a rebondi en octobre : à 62,1%, elle a enregistré sa valeur la plus élevée des 12 derniers mois (après les 63,3% de novembre 2018).

En octobre, les secteurs montrant le plus de dynamisme ont été la raffinerie de pétrole (80,8%), le papier et carton (75,1%), l'industrie métallique de base (73,1%), le secteur du tabac (73,1%), et celui des produits minéraux non métalliques (72,2).

En revanche, c'est l'industrie automobile qui a rencontré le plus de difficultés (43,2%), suivie de l'industrie métal-mécanique (47,3%), du textile (51,4%) et des caoutchoucs et plastiques (53,4%).

## Réactions boursières aux annonces de la nouvelle administration : -4,8% pour le Merval, les actions argentines en baisse à Wall Street

### Indice boursier Merval



Les marchés des actions montrent toujours une importante volatilité.

La réaction de la bourse de Buenos Aires a été plutôt fraîche aux annonces de la nouvelle administration qui a pris ses fonctions le 10 décembre (l'indice Merval a chuté de -4,8% mardi), mais un léger rebond a été enregistré depuis (+1% mercredi). A New York, les ADR (actions argentines) ont également plongé mardi, jusqu'à 8,6%.

Ce sont les valeurs bancaires qui ont marqué la tendance baissière la plus exacerbée (-7,9% pour Banco Supervielle, -7,3% pour Banco Macro, et -7,1% pour Banco Galicia).

## Chili

### La Chambre des députés valide le projet d'augmentation du salaire minimum à 300 000 CLP et une prime exceptionnelle de « soutien familial » (50 000 CLP)

Le 10 décembre, la chambre basse du Parlement a approuvé le projet de loi visant à augmenter le salaire minimum à 300 000 CLP par mois (environ 351 EUR). La Commission du travail avait proposé de le porter à 550 000 (643 EUR) ; et l'opposition communiste affirme que la hausse adoptée est insuffisante.

Le 12 décembre, la Chambre des députés a par ailleurs approuvé une prime de « soutien familial », allocation exceptionnelle de 50 000 CLP (environ 58,5 EUR), par membre ou par famille selon la situation sociale, qui devrait bénéficier aux 1,5 millions de familles les plus vulnérables.

### Consensus de marché : données de décembre

L'enquête sur les perspectives économiques (EEE), réalisé mensuellement par la Banque centrale auprès d'un panel d'économistes, a de nouveau revu à la baisse ses prévisions de croissance, de 1,9% à 1% en 2019, et de 2,3% à 1,5% en 2020.

L'inflation est prévue à 3,2% en 2020, et le taux de politique monétaire à 1,75% jusqu'à fin 2020.

Les experts interrogés s'attendent en revanche à une réappréciation du peso : alors qu'un dollar US s'échange contre 772,93 CLP à la date du 12 décembre, l'EEE prévoit un taux de 767 CLP/USD en février, 750 CLP/USD en novembre 2020, et 720 CLP/USD en novembre 2021.

### Inflation : 0,1% en g.m. en novembre, 2,7% en g.a.

Les aliments et boissons non-alcoolisées ont vu leurs prix croître de 1,3% en g.m., dont +10,3% pour les fruits.

En revanche, les tarifs des charges des logements ont diminué (-0,8% en g.m.), notamment -3,7% pour l'électricité.

L'inflation s'élève au total à 2,9% sur janvier-novembre 2019, et 2,7% en g.a. (par rapport aux prix de novembre 2018).

La dépréciation du peso chilien depuis le début de la crise sociale (-14,3% face au dollar) ne s'est donc pas répercutée à ce stade sur le prix des biens de consommation importés.

## **Contraction du commerce extérieur en novembre ; la balance commerciale demeure excédentaire**

D'après la Banque centrale, les exportations, à 5,3 Mds USD, se sont repliées de 12% en g.a. (-8,7% pour le cuivre, à 2,8 Mds USD).

Les importations (5,2 Mds USD) étaient en baisse de 8,3% en g.a. Ainsi, la balance commerciale a enregistré un excédent de 111 Mds USD, malgré la contraction des échanges.

## **Aide aux PME victimes de la crise : en moyenne 1,9 MCLP (2222 EUR) par entreprise**

7000 PME ayant subi des dommages matériels du fait de la crise sociale (destructions, incendies, pillages) recevront une subvention du ministère de l'économie. Les aides s'élèveront de 500 000 CLP (585 EUR) à 4 MCLP (4678 EUR), avec un montant moyen de 1,9 Md CLP (environ 2222 EUR).

14823 entreprises avaient demandé cette aide, dont le ministère a jugé que 9000 avaient effectivement subi des dommages, et 7000 étaient conformes aux critères du dispositif.

---

# Paraguay

---

## **Le déficit budgétaire pourrait atteindre 2,6% à 2,7% du PIB en 2019**

Le ministre des finances Benigno Lopez a annoncé que les autorités estiment désormais le déficit public en 2019 à 2,6-2,7% du PIB. La loi des finances exceptionnelle avait autorisé début novembre un plafond de 3% (1,2 Md USD), mais le ministère des finances avait d'abord estimé que seuls 2,5% seraient nécessaires. D'après les dernières statistiques du ministère, le déficit primaire s'élevait à 2,6% du PIB en termes annualisés en novembre.

Néanmoins en 2020 le déficit devrait à nouveau être en ligne avec le maximum de 1,5% annoncé par la Loi de responsabilité fiscale (600 MUSD).

## **La Banque centrale prévoit 0,2% de croissance du PIB en 2019 et 4,1% en 2020**

Le président de la BCP, José Cantero, a présenté le 10 décembre une synthèse de la conjoncture macroéconomique. Pour expliquer la faible croissance en 2019 (actuellement estimée à 0,2%), il a évoqué les conditions climatiques et la stagnation de l'économie brésilienne. Il a également mentionné la volatilité des marchés, les prix atones du soja, et la crise argentine, comme défis économiques de plus long terme. En 2019, le facteur majeur dans ce résultat décevant fut la situation météorologique (inondations puis sécheresse), ayant nui à l'agriculture et la production hydroélectrique. Néanmoins, l'activité est en reprise : tous les secteurs affichent une croissance de l'activité positive au T3 (y compris l'agriculture à +3,5%), à l'exception du secteur électrique (-4,6%).

D'après José Cantero, les conditions sont réunies pour une reprise solide en 2020 : l'inflation est sous contrôle, le déficit public demeure inférieur à celui des autres pays du Cône Sud (en termes annualisés en octobre, -2,3% du PIB au Paraguay, contre -2,8% en Uruguay, -4% en Argentine et -7,5% au Brésil), le taux de change est stabilisé après avoir servi d'amortisseur macroéconomique, et le système bancaire est solide. Ainsi, la croissance du PIB devrait atteindre 4,1% en 2020, également du fait de la reprise prévue pour l'économie mondiale (+3,4%, contre 3% en 2019), de la hausse de la productivité agricole

## Le commerce extérieur demeure excédentaire sur janvier-novembre, malgré la contraction des échanges

Les exportations ont représenté 11,4 Mds USD sur janvier-novembre (-10,5% en g.a.). Les principaux postes en contraction ont été l'électricité (-24,5% en g.a.), le soja et la viande bovine. 28,2% du total étaient des réexportations.

Les importations se sont élevées à 11,1 Mds USD sur la même période (-6% en g.a.). Ce sont les biens de consommation qui ont enregistré la contraction la plus importante (-11,2%).

La balance commerciale a enregistré un surplus de 285,3 MUSD (-55,1% en g.a.).

# Uruguay

## Rencontre entre les nouvelles autorités et l'entreprise de cellulose UPM

L'entreprise finlandaise a réalisé l'investissement le plus important de l'histoire du pays, en lançant la construction d'une deuxième usine de pâte à papier.

Le président élu, Luis Lacalle Pou, et la future ministre de l'Economie, Azucena Arbeleche, se sont entretenus avec le PDG d'UPM, Jussi Pesonen, le 5 décembre. Luis Lacalle Pou a formellement assuré la « sécurité juridique » à UPM (c'est-à-dire que, malgré les critiques exprimées lorsque le parti Partido nacional était dans l'opposition, la nouvelle administration assurait qu'elle allait s'engager à exécuter le contrat). Le président élu a par ailleurs fait part de sa volonté d'améliorer la qualité de l'eau, par exemple en augmentant l'engagement d'UPM dans les investissements prévus à cet effet (l'accord actuel prévoit une contribution de 10,5 MUSD d'UPM).

## Prix de la viande, climat, taux de change : le secteur de l'élevage pessimiste

D'après les données de l'INAC (Institut national de la viande), la conjoncture de hausse des prix à l'export, due à la peste porcine en Chine, serait en phase de se retourner (d'après les prix des derniers envois enregistrés). De janvier à novembre, les prix avaient en effet augmenté de 8,9% en moyenne en g.a. ; avec un pic en novembre (+27%). Les nouveaux contrats depuis le début du mois témoignent d'un arrêt de cette dynamique.

Qui plus est, la sécheresse menace en ce début d'été austral. Le mois de novembre avait déjà été marqué par une insuffisance de précipitations, et si cette tendance se poursuit, l'eau et les pâturages en viendraient à manquer.

Enfin, le secteur de l'élevage avait profité de la dépréciation du peso uruguayen depuis mars 2018, mais le taux de change s'est stabilisé autour de 37 UYU/USD depuis deux mois.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à [buenosaires@dgtresor.gouv.fr](mailto:buenosaires@dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin  
Service économique régional de Buenos Aires  
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR  
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova

Revu par : Bruno Ménat, Laurent Charpin

Version du 12 décembre 2019